

Département de l'Isère
Canton de l'Oisans
Commune LES DEUX ALPES

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 27 octobre 2020

N° 2020. 116

L'an deux mille vingt, le 27 octobre à 18h,

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 23 octobre 2020, s'est réuni en session ordinaire en mairie, sous la présidence de M. Christophe AUBERT.

Présents : M. Christophe AUBERT, maire,

M. Éric GRAVIER, M. Patrick PELLORCE, Mme Cécile NEYRAUD, Mme Françoise MOREAU, adjoints

M. Pierre BALME, maire délégué Venosc, Mme Marie-Hélène COING, maire déléguée Mont de Lans,

M. Laurent GIRAUD, M. Jean-Luc BISI, M. Paul VAN LEEUWEN, Mme Enrica TASSO, M. Ugo MOUNIER, M. Fabien VEYRAT, Mme Jocelyne MARTIN, Mme Stéphanie DEBOUT, Mme Delphine VAZEUX, M. Pascal ESPITALIER, conseillers municipaux.

Absent : André GARDEN

Pouvoirs : Agnès ARGENTIER donne pouvoir à Françoise MOREAU

Anne MILLET donne pouvoir à Enrica TASSO

Céline VALETTE donne pouvoir à Cécile NEYRAUD

Camille DURDAN donne pouvoir à Laurent GIRAUD

Angélique AGUILAR donne pouvoir à Delphine VAZEUX

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil : Mmes Françoise MOREAU et Jocelyne MARTIN ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignées pour remplir ces fonctions qu'elles ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

DOMAINE : URBANISME – 2.2.4 – Déclaration de projet

OBJET : Enquête publique – renouvellement et extension de la carrière du Peuye au lieudit Les Ougiers : avis à rendre sur la demande d'autorisation au regard des incidences environnementales.

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que par arrêté Préfectoral n° DDPP-IC-2020-09-04 en date du 10 septembre 2020, Monsieur le Préfet de l'Isère ouvre l'enquête publique relative au projet d'autorisation de renouvellement et d'extension de la carrière de Peuye sise sur la commune des 2 Alpes au lieu-dit les Ougier, sollicité par la société CMCA du groupe Colas pour une durée de 30 ans.

L'installation classée est soumise à autorisation environnementale en application des dispositions du livre 1^{er} titre VIII.

Le conseil municipal est amené à donner un avis sur le dossier avant le 21 novembre 2020. La délibération sera un des éléments du dossier qui sera transmis au commissaire enquêteur.

La carrière de Peuye dont l'autorisation initiale d'exploitation a été accordée en 1993, avec une autorisation de première extension obtenue en 2007, est située dans la partie occidentale du territoire communal, en limite avec celui de Bourg d'Oisans. Le site est légèrement perché en rive droite du Vénéon. Il s'étend en piémont du massif de Pied-Moutet et correspond à six cônes mixtes d'éboulis jointifs.

Le secteur est desservi par un chemin d'exploitation qui se raccorde directement à la Route Départementale 530 qui relie le Clapier d'Auris à La Béarde via Venosc et St-Christophe-en-Oisans. Les terrains projetés sont environnés par des escarpements rocheux et un massif forestier plus ou moins

clairsemé. Le hameau des Ougiers est bâti en bordure de la RD 530, à une distance du site comprise entre 170 et 200 m.

La carrière du Peuye présente une activité liée à l'installation du Clapier d'Auris, laquelle traite l'essentiel de la production de Venosc.

Elle correspond à une double exigence :

- Assurer à moyen terme la sécurisation du hameau des Ougiers vis-à-vis des nombreux risques du versant (chutes de blocs, crues torrentielles...)
- Garantir l'approvisionnement de l'Oisans en matériaux de construction et de voirie en fournissant des granulats à hautes qualités.

Les chiffres clés de la production sont de :

- 7.901.400t (3.575.300m³) d'extraction, pour une quantité annuelle moyenne de 230.000t (104.545m³) avec un maximum de 250.000t (113.100m³).
- Un remblaiement de 1.368.000t (760.000m³), stériles d'exploitation interne 965.340t (536.300m³) et déchets externes 402.660t (223.700m³)

L'extraction sera mixte avec du décapage de formations superficielles et excavation du rocher sous-jacent. Elle devrait permettre de dégager un volume net de 1.935.200m³ de moraines et éboulis et 1.103.800m³ de roches cristallines.

L'extension de la carrière s'accompagnera de la cessation d'activité de la première zone d'extraction, à l'extrémité nord. L'emprise libérée sera restituée à la commune des Deux Alpes, en vue de l'aménagement d'un site réservé à l'escalade.

Le projet d'extraction consiste à créer un dispositif pare-blocs avec bassin de rétention qui correspond aux prescriptions du cahier des charges établi par le service de Restauration des Terrains en Montagne.

La maîtrise des aléas à court terme passe par la réalisation d'un profil de type « merlon non raidi », qui sera conduite pendant la première phase de l'excavation. Cette ouvrage édifié par simple déblai du côté amont permettra de sécuriser au plus tôt les espaces aval, et prioritairement le hameau des Ougiers.

L'extraction sera réalisée par tranches horizontales, du haut vers le bas. Les terrassements concerneront simultanément les formations superficielles et le rocher. A long terme, le talus amont dans le rocher sera de 75°.

Le merlon de protection conservera à long terme sa largeur de crête, la pente de son talus amont, seule la fosse sera élargie, permettant de sécuriser davantage le hameau des Ougiers.

Une grande partie des matériaux extraits correspond à des formations superficielles meubles, le rocher se trouvant sous ces niveaux, à une profondeur variable augmentant en général vers l'aval et dans l'axe des talwegs, des tirs de mines seront réalisés visant à ébranler, désolidariser et fragmenter les roches pour les extraire et les manipuler plus facilement.

Le nombre de tirs envisagé est en moyenne compris entre 20 et 30 unités par an.

Les matériaux meubles ou désagrégés seront le plus souvent pris à la pelle et directement chargés dans les tombereaux ou bennes de camions pour la partie basse ou déversés dans la pente après tri suivant la configuration locale du gisement, les matériaux seront criblés ou non. Ce procédé permettra de séparer directement les fractions fines pour les laisser sur place, et de n'emporter vers le Clapier d'Auris que les éléments valorisables.

Les matériaux seront évacués par camions jusqu'au site du Clapier d'Auris. Ils emprunteront la piste d'accès puis la RD 530. Le nombre de camions jours est estimé à environ 96 soit une augmentation de +40% par rapport à aujourd'hui.

La carrière serait exploitée du 15 mars au 30 juin et du 1er septembre au 15 décembre. Les horaires d'ouverture du site seront : 7h-12h et 13h-16h30, du lundi au vendredi inclus.

L'exploitation de la carrière de Venosc n'aura pas d'effet direct sur les installations du Clapier d'Auris, qui est adaptée au traitement des matériaux demandés en extraction de la carrière de Venosc de 250 000 tonnes au maximum, si ce n'est la poursuite de l'exploitation de ces dernières.

Les diverses mesures mises en œuvre pour prévenir les risques et perception liés à cette activité continueront à être appliquées.

Dans le cadre de la surveillance de la qualité de l'air, la carrière a fait l'objet d'un suivi de l'empoussièrement, qui a permis de démontrer que les abords de la carrière se situent en zone moyennement empoussiérée, caractérisés par un niveau d'empoussièrement compris entre 10 et 30grsm²xmois et quelle n'a pas d'impact significatif sur l'empoussièrement du secteur, les contrôles réalisés lors des périodes d'arrêt de l'activité sont du même ordre de grandeur.

Les concentrations mesurées dans l'environnement des riverains sont largement inférieures au seuil de qualité de 30µg/m³ indiqué par l'OMS. Le niveau d'empoussièrement prévisionnel au droit des riverains les plus exposés, du hameau des Escalons, estimé par extrapolation des mesures disponibles in situ, considérant un rythme d'exploitation maximum, compte tenu de l'augmentation en volume de l'exploitation projetée est de 11,5µg/m². Les seuils réglementaires de qualité de l'air selon l'OMS sont tenus pour l'ensemble des secteurs contrôlés.

L'évaluation quantitative du risque sanitaire lié à l'inhalation des poussières siliceuses conclut sur un niveau de risque acceptable, le projet n'aura aucune répercussion toxicologique sur les riverains de la carrière et n'est donc pas de nature à engendrer des effets néfastes pour la santé.

Les mesures de réduction proposées sont l'édification du merlon piège à bloc, qui sera aussi obstacle à la dispersion, le maintien et l'entretien des haies existantes ainsi que l'arrosage des surfaces décapées pratiqué en tant que de besoin, équipements sous brumisation, filtration des poussières et aménagement d'un bac laveur de roues en sortie de carrière.

L'exploitation du Peuye ne disposant pas d'équipements administratifs, les postes de consommation d'énergie sont uniquement représentés par les engins roulants et de traitement des matériaux. Les émissions directes de gaz à effet de serre générées par le transport lié à l'activité sont évaluées à l'équivalent de 25 habitants.

L'impact de l'extension du site se traduit par une augmentation des GES équivalent à 8 habitants. En raison de l'évolution des technologies et de la modernisation du parc d'engins, les émissions de GES tendront à diminuer dans un proche avenir.

La propagation sonore des bruits de la carrière est orientée vers la vallée, compte tenu de son profil à flanc de paroi, l'amplitude instantanée des terrassements restera sans effet notable sur le contexte acoustique existant.

Le bruit de fond ambiant sur le secteur est entretenu localement par celui de la carrière en activité et celui du trafic routier environnant. Une simulation de la configuration la plus pénalisante pour les riverains de la carrière a permis d'évaluer un niveau de bruit ambiant prévisionnel de l'ordre de 48dB(A) au droit des premiers riverains des Ougiers. Ce scénario conduit une émergence de l'ordre de + 2,5dB(A). Bien que perceptibles pour les riverains, les activités de la carrière n'engendrent pas d'augmentation significative du niveau de bruit ambiant, les niveaux de bruit restent caractéristiques de zones calmes.

Au terme de l'exploitation, le site sera remis en état avec pour objectif d'intégrer les ouvrages nouveaux dans leur environnement.

La partie aval du merlon non raidi qui n'aura pas été concernée par les travaux, pour des raisons environnementales et paysagères, sera maintenue en l'état. Il en sera de même pour son parement amont terrassé dans l'éboulis et la moraine.

En arrière du merlon des espaces resteront libres et seront mis à profit pour stocker les produits des crues torrentielles. Les volumes de rétention mis en jeu après remblaiement, sont de 147.000m³ en deux bassins reliés par un busage, avec un débit d'infiltration sur le fond perméable, estimé à 2,9 m³/s. Ils

sont très largement supérieurs aux besoins estimés à 24.100m³ lors d'un épisode de durée de retour égal à 100 ans.

Des remblaiements partiels réalisés avec des matériaux inertes en provenance du site ou importés seront très majoritairement stockés au pied du front rocheux pour maintenir l'efficacité du piège à blocs, masquer partiellement le rocher terrassé et supporter l'implantation des blocs et plantes permettant l'accueil d'un papillon protégé. Le remblai viendra en appui sur le front rocheux et, présentera une pente maximale de 30°, sa hauteur ne dépassera pas 30 m sur le front rocheux, qui sera quant à lui restitué en l'état, assurant la continuité avec les falaises surplombantes.

La restitution de portions d'habitat de type « éboulis » a pour but d'avoir une surface présentant des niches écologiques variées et de recréer partiellement les habitats de 2 espèces protégées, la couleuvre et le papillon. La surface ainsi remise en état s'élève à 54.000 m².

Il ne sera pas pratiqué de re-végétalisation massive, de manière à respecter la nature naturellement rocheuse du site, à base de falaises et d'éboulis.

Un bois sera replanté sur une superficie de 8.500 m², sur le périmètre du renouvellement de la carrière actuelle, sur une zone remblayée. Les plantations, exclusivement à base d'essences locales, créeront un habitat de reproduction pour les espèces forestières, dont l'habitat est impacté par le projet.

Le conseil municipal ayant entendu cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents :

- **DECIDE** de donner un avis favorable à la demande de la société CMCA du groupe Colas sous réserve que les points développés ci-après soient pris en compte :

- Afin de limiter les nuisances sonores provenant du site et diminuer l'empoussièrement vers les hameaux, les prestations de concassage, criblage, scalpage sur le site de la carrière de Peuye, ne sont pas souhaitées par la commune. Ces prestations doivent être prises en charge sur le site du Clapier prévu et calibré à cet effet.
- Il est prévu en fin d'exploitation une re-végétalisation assez sommaire, favorisant un aspect très minéral du site. Cette option ne retient pas l'assentiment de la commune qui souhaite obtenir une re-végétalisation beaucoup plus soutenue, notamment sur les talus de la digue par un ensemencement et/ou une plantation de végétaux ligneux, ainsi que le reboisement du site sur une surface au moins égale à celle détruite dans le cadre de cette autorisation. Pour mémoire, le dossier actuel ne prévoit que le rendu de talus en matériaux inertes voire stériles
- L'exploitation du site sur une période de 30 ans entrainera une forte contrainte sur les ouvrages communaux existants, notamment la voirie. L'exploitant doit s'engager à remettre en état, à ces frais, les ouvrages communaux pouvant être dégradés du fait de l'exploitation de la carrière au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation, à la demande de la commune et/ou en accord avec ses services.
- Les ouvrages de protection du hameau objet de la présente autorisation seront rendus libres de tout matériau à la fin de l'exploitation, permettant ainsi de bénéficier de toute la capacité des ouvrages.

Les installations de lavage des véhicules ainsi que la brumisation, sont indispensables pour limiter l'empoussièrement et la dispersion de la boue sur les voiries communales et départementales.

Il sera nécessaire de s'assurer de l'efficacité de ces systèmes avec un système professionnel de nettoyage des poids lourds par exemple par jets d'eau à haute pression dirigés vers les roues et vers le bas de caisse des camions, avec bac de décantation régulièrement purgé.

- Ces installations qui participeront à la diminution des nuisances doivent rester opérationnelles à long terme. La proposition de l'exploitant d'une alimentation en eau par transports routier depuis le Clapier ne nous semble pas correspondre à une pratique viable dans le temps.

C'est pourquoi, la commune sollicite de l'exploitant qu'il fasse une demande de raccordement au réseau d'eau potable, seule solution garantissant la pérennité de fonctionnement de ces installations et la diminution de l'impact routier

Ces réserves prises en compte, l'avis favorable de la commune est accompagné des préconisations suivantes :

- Afin de limiter les nuisances sonores provenant du site et diminuer l'empoussièrement vers les hameaux, le minage de la roche mère de la falaise, n'est pas souhaitée par la commune,
- La commune est très attentive aux points de vue pouvant être observés depuis les hameaux environnants. De ce fait, afin de préserver le cadre environnemental des habitants, la commune souhaite que le phasage d'exploitation prenne en compte la remise en état progressive du site, évitant un aspect lunaire sur les 30 années d'exploitation. Le plan de phasage de l'exploitation de la carrière sera à mettre en œuvre en accord avec les services de la commune, avant le démarrage de l'exploitation.
- Le demandeur de l'autorisation exploite la carrière à ses risques et périls et doit à sa charge le déchargement et l'évacuation des déchets inertes pouvant être transportés par un événement météorologique ou géologique. Le périmètre d'action d'une éventuelle remise en état sera celui impacté par l'évènement considéré.
- La vallée du Vénéon est une destination touristique importante pour notre commune sur la période estivale, avec une forte fréquentation. La circulation des camions entre les Ougiers et le Clapier d'Auris engendre une contrainte forte sur la circulation, qui ne semble pas compatible avec la fréquentation cycliste. C'est pourquoi, la commune souhaite voir ramenée la fin annuelle d'exploitation du printemps du 30 juin au 31 mai.
- L'autorisation d'exploitation du site ne pourra être donnée qu'après négociation avec la commune, du montant de l'indemnité annuelle qui lui est due par l'exploitant pour le prélèvement lié au forage ou à la dépose de matériaux inertes, assujéti d'une clause de revalorisation sur 30 ans.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.

Pour extrait conforme,
Le maire, Christophe AUBERT

